

Terrabloc se lance dans les cloisons

CONSTRUCTION Après les briques et les éléments de terre crue, l'entreprise genevoise, vainqueur du Prix SUD 2019 organisé par «Le Temps», travaille sur la fabrication de cloisons. Pour accélérer la démocratisation de l'usage de la terre dans la construction

SERVAN PECA
@servanpeca

Terrabloc a passé l'hiver. La start-up genevoise a même passé le printemps. Un printemps si spécial qui, «on l'espère, éveillera les consciences», lance Rodrigo Fernandez, l'un des deux fondateurs de l'entreprise genevoise.

S'il souhaite que cette crise et les suivantes – sociales, environnementales – nous fassent revenir un peu plus vers l'essentiel, c'est par conviction. Mais aussi par intérêt, lui qui, avec son associé Laurent de Wurtemberg, s'est lancé il y a un peu moins de dix ans dans la fabrication de briques en terre crue compactée. Un ovni dans un monde de la construction habitué au béton.

En octobre dernier, Terrabloc remportait la deuxième édition du Prix SUD, le Prix de la start-up durable, créé et organisé par *Le Temps*. L'entreprise a par ailleurs entamé plusieurs chantiers d'une envergure inédite pour elle. Parmi eux, les murs de quatre étages qui s'élèveront autour des deux

atriums de la future Maison de l'environnement, à Vennes, sur les hauts de Lausanne. Le maçonage, d'abord prévu ce printemps, débutera en septembre. Mais la production est prête – des éléments de 80 x 30 x 15 cm, pour une surface totale de 800 m². Un prototype de 5 m de haut et 4 m de large a même déjà été édifié au sein de l'entreprise générale JPF, au Pâquier (FR).

«Jusqu'ici, nous étions beaucoup dans l'apparence, et nous étions un peu plus chers. Mais les gens ne veulent pas forcément avoir des briques visibles partout»

RODRIGO FERNANDEZ, COFONDATEUR DE TERRABLOC

Des reports, Terrabloc en accuse aussi pour d'autres projets ou d'autres autorisations. Tout a été ralenti depuis la mi-mars. «Mais ceux qui veulent travailler avec nous ne changeront pas d'avis», assure Rodrigo Fernandez. En 2019, comme il l'avait entrevu, Terrabloc a dégagé un chiffre d'affaires de 500 000 francs. Ce seuil du demi-million ne sera en revanche pas atteint cette année. «Ce serait faux de dire que c'est uniquement en raison des retards, nous sentions déjà une petite

baisse depuis fin 2019.» Mais il ne s'inquiète pas. «C'est normal, on débute, nous n'avons pas encore ce fonds de travail qui fait que nos revenus sont stabilisés.» Mais en 2021, au vu des commandes déjà enregistrées, cette somme devrait être dépassée. «On devrait repartir de plus belle», se réjouit-il.

Et pour, justement, stabiliser et faire grandir ces revenus à l'avenir, Terrabloc se lance dans une

troisième grande étape. Après les briques de taille standard et les éléments de plus grande taille – les Terrapads – qui seront utilisés à Vennes, ce sont désormais des cloisons de 8 cm d'épaisseur qui sont en phase d'essai. Un projet réalisé grâce à l'appui financier de 40 000 francs de la Fondation suisse pour le climat. L'idée des «Terrapads», c'est «de démocratiser la terre». La technique de Terrabloc, inspirée du pisé, ne doit pas seulement servir d'apparat. Elle doit aussi s'intégrer dans des

travaux plus standard. «Jusqu'ici, nous étions beaucoup dans l'apparence, et nous étions un peu plus chers. Mais les gens ne veulent pas forcément avoir des briques visibles partout.»

Le moule de ces nouvelles pièces sera livré à la fin du mois d'août. Techniquement, les défis seront de parvenir à alléger la terre, donc les cloisons, avec des produits naturels et préparer les chanfreins, ces petites surfaces formées par le découpage, à 45 degrés, des arêtes des blocs. Commercialement parlant, «des premiers contacts ont eu lieu avec des architectes».

Consommer local

Rodrigo Fernandez est confiant. «Beaucoup de gens nous ont approchés pendant le semi-confinement. Cela a été très rapide! Ils ont sans doute eu plus de temps pour chercher des alternatives.» Selon lui, ce sont aussi les notions de proximité et de consommation (de terre) locale qui ont gagné en importance pendant cette crise.

Comme l'épicier du coin, la différence entre les élans de mars et avril et les vieilles habitudes retrouvées en mai se fait déjà sentir. Mais s'il n'en reste ne serait-ce qu'une partie de ces clients que le Covid-19 a fait réfléchir, Rodrigo Fernandez s'en contente déjà. «C'est exactement la réflexion que nous menons depuis le début avec l'idée de Terrabloc.» ■

Un appel en faveur du climat à Genève

ENVIRONNEMENT Dans une lettre adressée aux autorités du canton, une cinquantaine de personnalités défendent l'instauration de mesures politiques et économiques favorables à l'écologie

RICHARD ETIENNE
@RIEtienne

Les appels en faveur de décisions politiques et économiques favorables au climat se multiplient. Après celui du 4 mai, «pour un redémarrage humaniste, local et durable», la publication en avril d'un manifeste pour «un new deal écologique» et une lettre adressée le 16 avril au gouvernement vaudois pour «agir en même temps sur les deux crises», voici un message adressé aux autorités genevoises.

Ce courrier, daté du 11 mai et dont *Le Temps* a pris connaissance la semaine dernière, est signé par 52 personnalités, allant de représentants de la société civile à des artistes en passant par des politiciens et une poignée de chefs d'entreprise.

«Changer radicalement les critères»

«La protection du climat ne nous demande pas seulement de tirer le frein à main, mais de changer radicalement la direction et les critères de notre système économique,

social et humain», peut-on lire dans la missive. Le Conseil d'Etat est invité à prévoir un «plan de relance post-Covid-19 reprenant, avec plus d'ambition encore, les Accords de Paris» pour façonner une économie circulaire. A différencier les aides aux entreprises en fonction de leur impact climatique, à temporairement exclure des mécanismes du frein à l'endettement les dépenses en lien avec la préservation du climat car «il vaut mieux avoir des dettes financières qu'une dette écologique».

L'idée d'un «revenu de transition écologique et sociale», qui financerait les activités dont la rémunération par le marché est inférieure à leur utilité sociale et écologique, est aussi défendue. «Il y a un momentum en Suisse et il faut en profiter. Notre appel vise à faire en sorte qu'après cette crise sanitaire, on ne reparte pas comme en quarantaine sur de vieux schémas, mais sur des bases durables et résilientes», indique Jonathan Normand, le directeur de l'organisme de standards B Lab Suisse, qui a participé à la rédaction de la lettre.

Le gouvernement genevois n'a pas (encore) répondu à cet appel. Dans une réponse à celui qui leur était adressé, les autorités vaudoises promettent de présenter un «plan climat cantonal» avant la fin juin. ■